

Objet : Charge du suivi médical des élèves stagiaires.

Réseaux : CF
Niveaux et services : SEC (Ord-SP)
Période : L'année scolaire 2003-2004.

- Aux Chefs des établissements d'enseignement secondaire ordinaire et spécial organisé par la Communauté française.

Autorités : Direc. gén. adj.
Signataire : Jean STEENSELS
Gestionnaire : Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française
Personnes(s)-ressource(s) : Jacques DEPREZ, Chargé de mission
Rue du Commerce, 68A, 1040 Bruxelles /Tél. :
(02) 500 48 19
Référence facultative : I/JS/JDz/IP/04-062

Renvoi(s) : -

Nombre de pages : - texte: 1

- annexes : 2



Bruxelles, le 26 janvier 2004

- Aux Chefs des établissements d'enseignement secondaire ordinaire et spécial organisé par la Communauté française

I/ JS/ JDz/ IP/ 04-062

Objet : Charge du suivi médical des élèves stagiaires.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Secrétaire d'Etat à l'Organisation du travail et au Bien-être au travail, la Communauté française et la Communauté flamande ont dégagé une solution transitoire pour, l'année scolaire 2003-2004 quant au problème de la surveillance médicale des élèves qui effectuent des stages en entreprise.

Je vous fais parvenir les dispositions réglementaires transitoires fixées par la « Circulaire ministérielle relative à l'application de la surveillance de la santé des stagiaires » et la lettre d'accompagnement de Monsieur Pierre Hazette, Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial.

Le Directeur général adjoint,

Jean STEENSELS



Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique
Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en Pédagogie
et du Pilotage de l'Enseignement organisé par la Communauté française

68A, Rue du Commerce - 1040 Bruxelles - Tél +32 [2] 500 48 11 - Fax +32 [2] 500 48 67

DIRECTION DE LA RECHERCHE EN PÉDAGOGIQUES,
DU PILOTAGE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
ET DES RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES
Site internet <http://www.restode.cfwb.be>
E-mail : pilotage@cfwb.be
Téléphone vert (0800) 20 000

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET
DE L'ENSEIGNEMENT SPECIAL

N/réf.: I/IV/SM/ 1 SEC/
V/réf.:

Bruxelles, le

16 JAN 2004

**Objet : Charge du suivi médical des élèves stagiaires.
A.R. du 3 mai 2003 modifiant l'A.R. du 3 mai 1999 relatif à la protection
des jeunes au travail.**

Madame, Monsieur,

L'arrêté royal du 3 mai 2003 modifiant l'arrêté royal du 3 mai 1999 relatif à la protection des jeunes au travail impose aux employeurs de soumettre leurs stagiaires, avant le début du stage, aux examens médicaux organisés par la médecine du travail de leur entreprise.

Dans ce contexte, où les élèves / étudiants stagiaires sont assimilés aux travailleurs, c'est l'employeur qui doit supporter les coûts de la surveillance de la santé des stagiaires qu'il emploie.

Or, le coût d'un examen médical par un médecin du travail est élevé.

En conséquence, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal (septembre 2003), de nombreux employeurs refusent de supporter ces coûts et conditionnent l'engagement des stagiaires au paiement de l'examen médical par les établissements d'enseignement ou les étudiants eux-mêmes.

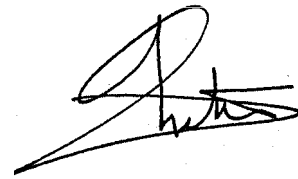
L'accord conclu avec la Secrétaire d'Etat Kathleen Van Brempt a permis de dégager les solutions suivantes pour l'année académique 2003 2004

1. L'obligation de consulter un médecin du travail ne sera pas appliquée : **tout examen médical réalisé dans l'année précédant le stage sera pris en considération (en ce compris un examen médical réalisé par la médecine scolaire ou même, à titre exceptionnel pour cette année, par un médecin traitant).**
2. **Les examens médicaux ne sont obligatoires que pour le premier stage**, sauf en cas de risques spécifiques (par exemple lorsque le stagiaire est exposé à un agent physique, biologique ou chimique).
3. Les élèves et étudiants ne doivent pas subir d'examen médical dans le cadre des cours pratiques.
4. Les personnes qui suivent une formation professionnelle dont le programme de formation prévoit une forme de travail qui est effectué ou non dans l'établissement de formation, par exemple dans le cadre du FOREM ou de l'ORBEM, sont également dispensées de l'examen médical (et ce, contrairement à ce que prévoit l'arrêté royal du 3 mai 2003).

La Secrétaire d'Etat s'est engagée vis-à-vis de la Communauté flamande et de la Communauté française à trouver une solution pour le long terme et à les associer aux discussions, qui débiteront dans les prochains jours.

Je me félicite de la conclusion de cet accord et espère qu'une solution pourra être rapidement trouvée pour le long terme.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. HAZETTE', with a large, sweeping flourish extending to the left.

Pierre HAZETTE

KONINKRIJK BELGIE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
WERKGELEGENHEID, ARBEID EN
SOCIAAL OVERLEG**

**Ministeriële omzendbrief betreffende de
toepassing van het gezondheidstoezicht op
stagiairs**

De artikelen 12bis tot 12quinquies van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 betreffende de bescherming van jongeren op het werk, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 mei 2003 (B.S. 23 mei 2003), stellen een aantal bijzondere bepalingen vast die van toepassing zijn op stagiairs.

Deze omzendbrief heeft tot doel de verplichtingen inzake gezondheidstoezicht op de stagiairs die worden opgelegd aan de werkgevers bij wie stagiairs worden tewerkgesteld te verduidelijken.

De werkgever bij wie de stagiair wordt tewerkgesteld moet beschikken over een risico-analyse van de activiteiten die de stagiair zal uitoefenen (artikel 3 KB 3 mei 1999). Deze risico-analyse moet toelaten te bepalen of er specifieke risico's zijn die voortvloeien uit het feit dat een jongere wordt tewerkgesteld. Aldus moet deze risico-analyse toelaten alle risico's voor de veiligheid, de lichamelijke en geestelijke gezondheid of de ontwikkeling te beoordelen die voortvloeien uit :

- het feit dat een jongere gebrek aan ervaring heeft ;
- zich niet van risico's bewust is ;
- of dat zijn ontwikkeling nog niet is voltooid.

ROYAUME DE BELGIQUE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION
SOCIALE**

**Circulaire ministérielle relative à
l'application de la surveillance de la santé
des stagiaires**

Les articles 12bis à 12quinquies de l'arrêté royal du 3 mai 1999 relatif à la protection des jeunes au travail, insérés par l'arrêté royal du 3 mai 2003 (M.B. du 23 mai 2003) déterminent un certain nombre de dispositions particulières applicables aux stagiaires.

Cette circulaire a pour objectif de préciser les obligations relatives à la surveillance de la santé des stagiaires imposées aux employeurs chez qui des stagiaires sont affectés.

L'employeur où est affecté le stagiaire, doit effectuer une analyse des risques liés aux activités qu'exercera le stagiaire (article 3 de PAR du 3 mai 1999). Cette analyse des risques doit permettre de déterminer s'il existe des risques spécifiques découlant du fait que l'on occupe un jeune. Cette analyse des risques doit donc permettre d'évaluer tout risque pour la sécurité, la santé physique et mentale ou le développement résultant

- d'un manque d'expérience des jeunes ;
- de l'absence de conscience de l'existence des risques ;
- ou du développement non encore achevé.

De agentia, procédés, werkzaamheden en plaatsen vermeld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 3 mei 1999 worden beschouwd als agentia, procédés, werkzaamheden en plaatsen die een specifiek risico inhouden voor jongeren.

De werkgever moet de resultaten van die risico-analyse meedelen aan de onderwijsinstelling.

De resultaten van de risico-analyse zullen aangeven in welke mate er een beoordeling van de gezondheid van de stagiair noodzakelijk is.

De volgende principes zijn van toepassing

1 ° Elke stagiair die voor de allereerste maal wordt tewerkgesteld, moet een algemene gezondheidsbeoordeling gekregen hebben. De bedoeling van dit onderzoek bestaat er in vast te stellen of de stagiair geschikt is voor het verrichten van de stage. Dit onderzoek wordt uitgevoerd door de arbeidsgeneesheer van de interne of externe dienst voor preventie en bescherming op het werk waarop de werkgever, bij wie de stagiair wordt tewerkgesteld, een beroep doet.

Het bewijs dat een jongere aan dit gezondheidstoezicht werd onderworpen wordt geleverd door het formulier van gezondheidsbeoordeling dat de arbeidsgeneesheer overhandigt na het onderzoek.

Wanneer een stagiair bij een andere werkgever wordt tewerkgesteld en het blijkt dat hij aan geen risico's wordt blootgesteld blijft dit formulier van gezondheidsbeoordeling geldig. In dat geval moet er dus geen nieuw medisch onderzoek meer gebeuren bij een volgende tewerkstelling.

Les agents, procédés, travaux et endroits visés à l'annexe à l'arrêté royal du 3 mai 1999 sont considérés comme des agents, procédés, travaux et endroits qui présentent un risque spécifique pour les jeunes.

L'employeur doit transmettre à l'établissement d'enseignement les résultats de l'analyse des risques.

Les résultats de l'analyse des risques indiqueront dans quelle mesure une évaluation de santé du stagiaire est nécessaire.

Les principes suivants sont d'application :

1 ° Chaque stagiaire, affecté pour la toute première fois, doit subir une évaluation de santé générale. L'objectif de cet examen est d'établir si le stagiaire est apte à exécuter le stage. Cette évaluation est effectuée par un médecin du travail du service interne ou externe pour la prévention et la protection au travail auquel fait appel l'employeur où le stagiaire est affecté.

La preuve qu'un jeune a été soumis à cette surveillance de la santé est fournie par le formulaire d'évaluation de santé que remet le médecin du travail après l'examen.

Lorsqu'un stagiaire est affecté chez un autre employeur et qu'il est constaté qu'il n'est exposé à aucun risque, le formulaire d'évaluation de la santé reste valable. Dans ce cas, un nouvel examen médical n'est plus nécessaire lors d'une future affectation.

Er moet evenwel opgemerkt worden dat ook een medisch onderzoek dat wordt opgelegd door de onderwijswetgeving en dat werd uitgevoerd door diensten die hiertoe zijn aangewezen door deze wetgeving in aanmerking kan worden genomen

Het onderzoek door deze diensten is subsidiair en volledig vrijwillig. De eindverantwoordelijkheid voor de risico-analyse en de toepassing van het gezondheidstoezicht blijft bij de werkgever berusten die de stagiair tewerkstelt. De onderwijsinstellingen kunnen dan ook geenszins verplicht worden het gezondheidstoezicht te laten uitvoeren door deze diensten

2° Wanneer blijkt dat er zich een risico voordoet voor de jongere zijn er twee hypothesen mogelijk.

a) ofwel blijkt uit de resultaten van de risico-analyse dat er een specifiek risico bestaat dat voortvloeit uit het feit dat een jongere wordt tewerkgesteld ofwel blijkt uit de resultaten van de risico-analyse dat de jongere nachtarbeid moet verrichten.

De arbeid die een specifiek risico inhoudt voor de jongeren wordt opgesomd in de bijlage bij het koninklijk besluit van 3 mei.1999.

In dat geval moet de werkgever bij wie de stage wordt verricht jaarlijks een gericht medisch onderzoek laten uitvoeren door de arbeidsgeneesheer van de interne of externe dienst voor preventie en bescherming op het werk waarop hij een beroep doet.

Dit gericht onderzoek beperkt zich tot een onderzoek van deze functies die rechtstreeks beïnvloed worden door het specifieke risico of door de nachtarbeid. Dit impliceert dat er geen volledig medisch onderzoek moet gebeuren.

Cependant, il faut noter qu'un examen médical imposé par la législation relative à l'enseignement et effectué par des services désignés par cette législation peut également être pris en considération.

L'examen effectué par ces services est subsidiaire et volontaire. La responsabilité finale pour l'analyse des risques et l'application de la surveillance de la santé reste à charge de l'employeur qui occupe le stagiaire. Les établissements d'enseignement ne peuvent donc nullement être obligés à faire effectuer la surveillance de la santé par ces services.

2° Lorsqu'il s'avère qu'il existe un risque pour le jeune, deux hypothèses sont possibles.

a) soit les résultats de l'analyse des risques montrent qu'il existe un risque spécifique résultant du fait qu'un jeune est occupé, soit les résultats de l'analyse des risques montrent que le jeune doit effectuer un travail de nuit.

Le travail présentant un risque spécifique pour les jeunes est énuméré à l'annexe à l'arrêté royal du 3 mai 1999.

Dans ce cas, l'employeur chez qui le stage est effectué, doit faire effectuer chaque année un examen médical dirigé par le médecin du travail du service interne ou externe pour la prévention et la protection au travail, auquel il fait appel.

Cet examen dirigé se limite à un examen de ces fonctions qui sont directement influencées par le risque spécifique ou le travail de nuit. Cela implique qu'il ne doit y avoir aucun examen médical complet.

Sommige activiteiten die opgesomd worden in de bijlage bij het koninklijk besluit van 3 mei 1999 geven ook aanleiding tot de toepassing van het gezondheidstoezicht dat geldt voor de volwassen werknemers.

In dat geval kunnen de bepalingen onder punt b) toegepast worden, maar blijft het jaarlijks gericht onderzoek wel verplicht.

b) ofwel blijkt uit de resultaten van de risico-analyse dat de stagiair onderworpen is aan het gezondheidstoezicht bedoeld in het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers.

De verplichting van gezondheidstoezicht bestaat voor

- a) een veiligheidsfunctie, d.w.z. elke werkpost waar gebruik gemaakt wordt van arbeidsmiddelen, waar motorvoertuigen, kranen, rolbruggen, hijstoestellen, machines die gevaarlijke installaties of toestellen in werking zetten bestuurd worden of nog waar dienstwapens worden gebruikt, voor zover het gebruik ervan de veiligheid en gezondheid van andere werknemers van de onderneming of van ondernemingen van buitenaf, kan in gevaar brengen ;
- b) een functie met verhoogde waakzaamheid, d.w.z. elke werkpost die bestaat uit het permanent toezicht op de werking van een installatie en waar een gebrek aan waakzaamheid tijdens de uitvoering van het toezicht, de veiligheid en de gezondheid van andere werknemers van de onderneming of van ondernemingen van buitenaf, kan in gevaar brengen ;
- c) een activiteit met welbepaald risico, d.w.z. elke activiteit of werkpost waarvoor uit de resultaten van de risicoanalyse het bestaan blijkt van
 - een identificeerbaar risico voor de gezondheid van de stagiar te wijten aan de blootstelling aan een fysisch agens, een biologisch of een chemisch agens ;

Certaines activités reprises dans l'annexe à l'arrêté royal du 3 mai 1999 donnent lieu à l'application de la surveillance de la santé des travailleurs adultes.

Dans ce cas, les dispositions du point b) peuvent être appliquées, mais l'examen dirigé annuel reste obligatoire.

b) soit il ressort des résultats de l'analyse des risques que le stagiaire est soumis à la surveillance de la santé visée par l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs.

Cette surveillance de la santé est obligatoire dans le cas :

- a) d'un poste de sécurité, c-à-d tout poste de travail où on utilise des équipements de travail, des véhicules à moteur, des grues, des ponts roulants, des appareils de levage, des machines déclenchant des installations ou des appareils dangereux ou encore lorsqu'on utilise des armes à feu, pour autant que leur utilisation puisse mettre en danger la sécurité et la santé des autres travailleurs de l'entreprise ou d'entreprises extérieures ;
- b) d'un poste de vigilance, c-à-d tout poste de travail consistant en la surveillance permanente du fonctionnement d'une installation et où un défaut de vigilance lors de cette surveillance, peut mettre en danger la sécurité et la santé d'autres travailleurs de l'entreprise ou d'entreprises extérieures ;
- c) d'une activité à risque défini, c-à-d toute activité ou tout poste de travail pour lequel il ressort de l'analyse des risques qu'il existe
 - un risque identifiable pour la santé du stagiaire dû à l'exposition à un agent physique, biologique ou chimique ;

een verband tussen de blootstelling aan een belasting van ergonomische aard of die verbonden is aan de zwaarte van het werk of aan monotoon en tempogebonden werk en een identificeerbaar risico op een fysieke of mentale werkbelasting voor de stagiair ;

een verband tussen de activiteit en een identificeerbaar risico voor psycho-sociale belasting van de stagiair.

d) een activiteit verbonden aan voedingswaren, d.w.z. elke activiteit die een behandeling of een onmiddellijk contact inhoudt met voedingswaren of-stoffen die zijn bestemd voor consumptie ter plaatse of voor verkoop en die kunnen worden besmet of bezoedeld.

In dit geval is de stagiair onderworpen aan dezelfde regels inzake gezondheidstoezicht als de gewone werknemers. Dit betekent inzonderheid dat er een voorafgaande en een periodieke gezondheidsbeoordeling moet gebeuren.

In toepassing van artikel 4,§2 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 is het gezondheidstoezicht niet verplicht wanneer uit de resultaten van de risico-analyse die uitgevoerd is in samenwerking met de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer van de werkgever bij wie de stage wordt verricht, en die aan het voorafgaand advies van het comité voor preventie en bescherming werd voorgelegd, blijkt dat dit niet nodig is.

In toepassing van artikel 29 van hetzelfde besluit van 28 mei 2003 kan de arbeidsgeneesheer de stagiaire vrijstellen van alle of een deel van de handelingen die deel uitmaken van de voorafgaande gezondheidsbeoordeling indien zij deze onlangs hebben ondergaan, mits hij in kennis wordt gesteld van het resultaat van deze handelingen en dit onderzoek is gebeurd binnen een termijn die overeenstemt met de periode waarbinnen normaal de periodieke gezondheidsbeoordeling moet gebeuren.

un lien entre l'exposition à des contraintes à caractère ergonomique ou liées à la pénibilité du travail ou à un travail monotone et répétitif et un risque identifiable de charge physique ou mentale de travail pour le stagiaire ;

un lien entre l'activité et un risque identifiable de charge psycho-sociale pour le stagiaire

d) d'une activité liée aux denrées alimentaires, c-à-d toute activité comportant une manipulation ou un contact direct avec des denrées alimentaires ou des substances alimentaires destinées à la consommation sur place ou à la vente et qui sont susceptibles d'être souillés ou contaminés.

Dans ce cas, le stagiaire est soumis aux mêmes règles en matière de surveillance de la santé que les travailleurs habituels. Cela signifie notamment qu'une évaluation de santé préalable et périodique doit être effectuée.

En vertu de l'article 4, §2 de l'arrêté royal du 28 mai 2003, la surveillance de santé des travailleurs n'est pas obligatoire lorsque les résultats de l'analyse des risques, qui est exécutée en collaboration avec le conseiller en prévention-médecin du travail de l'employeur chez qui le stage est effectué, et qui a été soumise à l'avis préalable du Comité, en démontrent l'inutilité.

En vertu de l'article 29 du même arrêté du 28 mai 2003, le médecin du travail peut dispenser les stagiaires de tout ou partie des prestations prévues pour l'évaluation de santé préalable, à condition qu'il les aient subies récemment, que le médecin du travail ait connaissance des résultats de ces prestations et que l'examen a été réalisé dans un délai qui correspond à la période pendant laquelle l'examen périodique doit normalement être effectuée.

Dit onderzoek zal gewoonlijk gebeurd zijn door een arbeidsgeneesheer, maar ook een medisch onderzoek dat in het kader van de onderwijswetgeving werd uitgevoerd door diensten die hiertoe zijn aangewezen door deze wetgeving kan hiervoor in aanmerking komen.

Het medisch onderzoek dat door de door de onderwijswetgeving aangeduide diensten wordt uitgevoerd is subsidiair en volledig vrijwillig. De eindver-antwoordelijkheid voor de risico-analyse en de toepassing van het gezondheidstoezicht blijft bij de werkgever berusten die de stagiair tewerkstelt. De onderwijsinstellingen kunnen dan ook geenszins verplicht worden het gezondheidstoezicht te laten uitvoeren door deze diensten

De periodieke gezondheidsbeoordeling wordt in principe één maal per jaar uitgevoerd, tenzij bijzondere besluiten die betrekking hebben op bepaalde risico's een andere periodiciteit vaststellen (artikel 33,§1 van het KB van 28 mei 2003). Zo is de periodiciteit bijvoorbeeld zes maanden wanneer een werknemer wordt blootgesteld aan cadmium, kwik, fosfor

Wanneer de resultaten van de gezondheidsbeoordeling van de werknemers wijzen op een onzekerheid betreffende het effectief bestaan van het risico kan de arbeidsgeneesheer voorstellen de tussentijd van de periodieke gezondheidsbeoordeling met één jaar te verlengen. Er moet dan wel tussentijds voorzien worden in een gepast systeem van toezicht dat onder meer kan bestaan in biologisch toezicht. Het voorstel tot verlenging van de termijn en de resultaten van het systeem van toezicht moeten voorafgaandelijk voorgelegd worden aan het advies van het comité voor preventie en bescherming op het werk en meegedeeld worden aan de inspectie (artikel 33,§3 en §4 van het KB van 28 mei 2003).

Cet examen sera normalement pratiqué par un médecin du travail, mais un examen médical effectué dans le cadre de la législation relative à l'enseignement par des services désignés par cette législation peut également être pris en considération.

L'examen médical effectué par les services désignés par la législation en matière d'enseignement est subsidiaire et volontaire. La responsabilité finale pour l'analyse des risques et l'application de la surveillance de la santé reste à charge de l'employeur qui occupe le stagiaire. Les établissements d'enseignement ne peuvent donc nullement être obligés à faire effectuer la surveillance de la santé par ces services.

En principe, l'évaluation de santé périodique est effectuée une fois par an, à moins que des arrêtés particuliers relatifs à certains risques déterminent une autre périodicité (article 33, §1^{er} de PAR du 28 mai 2003). Par exemple, la périodicité est de six mois lorsqu'un travailleur est exposé au cadmium, mercure, phosphore, ...

Lorsque les résultats de l'évaluation de santé des travailleurs indiquent une incertitude quant à l'existence effective du risque, le médecin du travail peut proposer d'allonger la périodicité de l'évaluation de santé périodique par tranche annuelle. Entre-temps, il faut prévoir un système de contrôle approprié qui peut entre autres se composer d'une surveillance biologique. La périodicité prolongée proposée ainsi que les résultats du système de contrôle approprié doivent être soumis pour avis préalable au Comité pour la prévention et la protection au travail et notifiés à l'Inspection (article 33, §3 et §4 de PAR du 28 mai 2003).

Tenslotte moet de aandacht gevestigd worden op het feit dat de bepalingen inzake gezondheidstoezicht enkel van toepassing zijn op leerlingen en studenten die stage verrichten in een onderneming of instelling.

De leerlingen en studenten in het algemeen en in het bijzonder deze uit het technisch en beroepsonderwijs zijn dus niet onderworpen aan het gezondheidstoezicht bedoeld in de welzijnswetgeving, wanneer zij in de school zelf praktijklessen volgen.

De personen die een beroepsopleiding volgen waarvan het studieprogramma voorziet in een vorm van arbeid die al dan niet in de opleidingsinstelling wordt verricht, vormen in de welzijnswet een aparte categorie van personen die verschillen van de stagiairs. Hieruit vloeit voort dat de personen die in het kader van een opleiding bij de VDAB of de FOREM een op de praktijk gerichte vorming ontvangen, thans niet onderworpen zijn aan het gezondheidstoezicht, ook niet wanneer zij in een bepaald bedrijf activiteiten verrichten.

Enfin, il faut attirer l'attention sur le fait que les dispositions en matière de surveillance de la santé ne sont applicables qu'aux élèves et aux étudiants qui effectuent un stage dans une entreprise ou institution.

Lorsqu'ils suivent des cours pratiques au sein de l'établissement scolaire, les élèves et les étudiants de manière générale et plus particulièrement ceux de l'enseignement technique et professionnel ne sont donc pas soumis à la surveillance de la santé visée par la législation sur le bien-être

Les personnes qui suivent une formation professionnelle dont le programme de formation prévoit une forme de travail qui est effectué ou non dans l'établissement de formation, constituent une catégorie à part de personnes qui se différencient des stagiaires. Il en découle que les personnes qui - dans le cadre d'une formation dispensée par le VDAB ou le FOREM - reçoivent une formation axée sur la pratique, ne sont pas soumis à l'heure actuelle à la surveillance de la santé ; il en va de même lorsqu'ils effectuent des activités dans une entreprise déterminée.

Gegeven te _____ ,

Donné à _____ , le

De Staatssecretaris voor Arbeidsorganisatie en
Welzijn op het werk

La Secrétaire d'Etat à l'Organisation du travail
et au Bien-être au travail

K. VAN BREMPT